

Entrevue avec Normand Baillargeon

Par Tina Lafrance^{*}

Dans votre livre *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, vous expliquez le paralogisme de l'« appel à l'autorité » comme méthode de tromperie, de manipulation. Dans certain cas, c'est plus facile vendre sa salade en misant sur ce que vous appelez « l'aura de respectabilité et d'objectivité que procure la science ». Donc, il s'agit d'un mauvais usage du statut d'expert ou d'académique. Pourriez-vous élaborer sur les usages des experts-universitaires par les agents à l'extérieur de l'université? Prenons l'exemple de la commission Bouchard-Taylor.

D'abord, je tiens à souligner que l'autorité existe. Je ne conteste pas le concept d'autorité, je veux plutôt rappeler au lecteur que dans plusieurs cas on fait appel à une autorité qui n'en est pas une. Dans plusieurs domaines, l'autorité est non-fondée ou inexistante car les connaissances dans ces domaines sont presque nulles ou très limitées, alors il est faux de parler d'autorité dans ces cas-là, tels que l'éthique, la politique internationale, etc. Je me considère un rationaliste, un héritier des Lumières et je dois souligner que la capacité de prédiction en humanités est presque nulle, que nos connaissances, surtout en sciences sociales, sont très limitées et on doit reconnaître ces limites.

*L'entrevue a eu lieu le 2 décembre 2008 à l'Université du Québec à Montréal, elle a été revue et corrigée au cours de l'hiver 2010. Elle a été accordée à Tina Lafrance, étudiante à la maîtrise à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa (tlafr029@uottawa.ca).

Normand Baillargeon (baillargeon.normand@uqam.ca) est professeur au Département d'éducation et de pédagogie de l'Université du Québec à Montréal. Il est l'auteur entre autres du *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Montréal : Lux Éditeur, 2005.

Ceci étant dit, Charles Taylor est un homme savant, il a écrit des choses très intéressantes et profondes, et ça me fait plaisir de voir quelqu'un comme lui faire le travail d'une enquête publique. Sauf que Taylor ne peut se réclamer d'être un expert au même titre qu'un physicien. L'expertise d'Einstein n'est pas comparable à celle de Taylor. On se doit de faire preuve d'une certaine modestie et reconnaître nos limites. L'autre aspect qu'il est important de noter c'est que l'on choisit des experts et savants parce qu'on a déjà une bonne idée des conclusions qu'ils vont tirer ! On connaît leurs opinions à l'avance.

La science économique est un très bel exemple de l'appel à l'autorité qui n'en est pas une. Il est très clair qu'elle a souvent été utilisée de manière très idéologique. Ce n'est pas seulement au nom de la science que l'on fait appel aux doctrines économiques ; elles ont une portée normative et éthique importante souvent non avouée. Regardez ce qu'il se passe avec la présente crise économique. Tous ces soi-disant experts en économie qui prônaient le marché libre, la déréglementation, etc., ont fait volte-face et plaident pour l'intervention de l'État !

Dans certain cas, est-ce possible que l'on se serve des universitaires, professeur-chercheurs malgré eux ?

Oui, c'est possible. Mais la réalité est aussi que plusieurs universitaires se prêtent volontiers au pouvoir et se mettent au service des puissants. Ils le font parce qu'il y a de grands avantages à le faire, surtout en terme d'argent, de subvention. C'est aussi une façon d'accroître son capital symbolique. Ils le font encore pour le prestige, pour la renommée.

Moi, je tiens à la vision idéaliste de l'université, celle de Wilhelm von Humboldt. L'université est une institution qui réunit des gens dévoués au développement de l'esprit, aux idées, à la recherche désintéressée. La rentabilité des connaissances est secondaire à la

raison d'être de l'université. Développer les connaissances est aussi un devoir que nous avons envers la société.

Dans l'introduction de votre livre, vous identifiez deux préoccupations majeures qui vous ont motivé à écrire ce livre, dont la première était la popularité des croyances superstitieuses ainsi que « l'état déplorable de la réflexion » dans certains milieux académiques. Étant donné ce que certains ont désigné comme la tendance clientéliste et le modèle entrepreneurial de l'université, quels sont d'après vous les facteurs ou les enjeux qui peuvent influencer la qualité et la rigueur de la réflexion intellectuelle et scientifique ? Comment se défendre contre cette tendance ?

Je ne sais pas si je peux énumérer tous les facteurs qui entrent en ligne de compte, mais demandons-nous plutôt comment ces transformations ont vu le jour. Très simplement, il s'agit de la conséquence suite à des pressions de l'extérieur qui souhaitent que l'université devienne un pourvoyeur de services. Michel Freitag nous éclaire beaucoup sur ce sujet. Il démontre le glissement de l'institution, porteuse des valeurs transcendantes, vers l'organisation. Pourquoi est-ce que l'université s'est transformée en organisation ? Dans les années 1980, l'OCDE et le FMI ont entrepris des initiatives dont l'objectif était la réorientation du travail et la coordination des institutions sociales avec le marché. C'est à ce moment qu'on a commencé à parler du « capital humain », et la possibilité de rentabiliser ce capital à travers de qu'on a nommé l'« économie du savoir ». Bref, ce sont les exigences des gouvernements et des intérêts corporatistes qui sont à l'origine de cette transformation organisationnelle de l'université. Ce qui est encore pire, c'est que plusieurs universitaires ont intériorisé ces nouvelles normes utilitaires. La seule défense possible est de refuser de participer à cette idéologie, ne jamais céder à cette pression, ne jamais faire de compromis sur les idéaux de fonds de l'université.

De plus, une autre façon de résister à cette transformation est de fonctionner hors du système de subventions. Ça nous permet d'être plus libres. Je veux souligner qu'il y a certainement des recherches qui nécessitent un financement sans lequel elles ne seraient pas réalisables. Mais il me semble aussi, et c'est certainement mon cas, qu'une grande partie des recherches nécessitent du temps pour réfléchir, des livres, des revues, du papier et des crayons. J'ai choisi de ne pas faire de demandes de subvention. L'argent pour réaliser mes articles, mes livres, mes projets, vient de ma propre poche. Mais de cette façon, je suis libre et je n'ai pas de compte à rendre. J'ai payé très cher pour ce choix, mais il est pour moi le meilleur. Si on se laisse dicter les conditions de notre travail, on risque de ne pas faire ce qui devrait être fait et faire ce qui ne devrait pas être fait ! Je connais des gens au département d'Éducation qui publient et qui n'ont jamais lu Rousseau ! Non mais, vous vous imaginez ? Récemment, par contre. On a aboli les grands groupes auxquels j'enseignais au baccalauréat – des cours que les étudiants aimaient beaucoup si j'en juge par les évaluations. Or depuis longtemps, je n'enseigne plus qu'au baccalauréat. Je suis donc en ce moment en réflexion sur mon avenir à l'université, où j'ai décidément du mal à me faire une place.

Est-ce que les universitaires ont un problème d'honnêteté ou de liberté intellectuelle ? Après tout, si le modèle entrepreneurial pogne, c'est parce que ça marche, on embarque.

Absolument ! J'ai beaucoup étudié la réforme de l'éducation au Québec. J'ai un nouveau livre qui va paraître bientôt intitulé *Contre la réforme. La dérive idéologique du système d'éducation québécois* (PUM, 2009). C'est justement un constat que je fais : c'est à l'intérieur même de l'université qu'on a trahit les idéaux de l'université. C'est nous qui avons permis ça ! En laissant des acteurs externes nous dicter notre travail et en mettant l'université au service des intérêts marchands, on renonce aux idéaux aux

fondements de l'université. Le maintien de ces idéaux nécessite une distance et une indépendance vis-à-vis les agents externes.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes professeurs, aux étudiants qui aspirent à l'enseignement ?

Je ne sais vraiment pas quoi dire, je n'ai pas vraiment de conseils à donner. C'est une situation très difficile. Je recommande toujours à mes étudiants de lire Noam Chomsky. Chomsky a beaucoup écrit sur les structures de pouvoirs institutionnelles. Ce qu'on peut en tirer, c'est qu'il est possible de percer la carapace du système. Une fois qu'on y est, on peut dans une certaine mais limitée mesure faire ce qu'on veut. Mais la vie de l'esprit est impossible sans une dose considérable de liberté : la liberté de penser, de développer la vie intellectuelle, de chercher, de se tromper, de critiquer... L'université, malgré tout, reste un endroit de liberté.

Mettre de l'avant la nécessité de la pensée critique dans le contexte de démocratie participative implique un minimum d'autonomie préalable. Est-ce que l'université est toujours un endroit propice à l'autonomie ?

En théorie oui, si on parle de l'autonomie rationnelle, c'est-à-dire la capacité de distinguer la poutine du vrai ! C'est essentiel qu'il y ait une vie universitaire qui nous permette d'arriver à des conclusions éclairées. Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est que dans certains domaines, l'université est devenue productrice de poutine. C'est très inquiétant ce qu'on laisse passer.

Dans le *Petit cours*, vous identifiez une deuxième préoccupation, soit la qualité de l'information disponible aux citoyens, celle qui leur permet d'avoir une compréhension du monde et la possibilité d'agir sur lui. Étant donné les exigences

de publication, de production académique, est-ce que les citoyens ont un meilleur accès à une information de qualité ?

Écoutez, la plupart des études académiques ne s'adresse pas à n'importe qui, leur réception se fait dans le milieu académique. Ce sont des recherches qui n'ont pas de retombés directes pour les citoyens mais qui sont quand même valables et nécessaires. De l'autre côté, les universitaires ont beaucoup de loisirs, de capacités, de talents qu'ils peuvent mettre en œuvre pour le public. Par exemple, les professeurs de science politique, au lieu de simplement commenter des résultats d'élections, pourraient mettre en lumière des enjeux qui ne sont pas nécessairement visibles aux citoyens, comme les aspects pervers du financement des campagnes électorales. En plus de leur recherche, ils peuvent allouer un certain temps aux débats publics.

Comment concevez-vous votre rapport à l'université ? En tant que milieux académique, de recherche, d'enseignement ?

J'ai beaucoup de plaisir à enseigner ; mes cours sont très appréciés par les étudiants et je suis heureux de ça. Je consacre beaucoup de temps au travail académique et à développer une vie citoyenne. Ceci étant dit, je suis en rupture complète avec le reste du milieu au département d'Éducation. Je refuse de participer aux études supérieures de mon domaine car je suis en profond désaccord avec ce qui se passe là. Les conceptions de l'éducation qui sont prônées, les théories que l'on enseigne, c'est n'importe quoi. Bref, pour des raisons intellectuelles et morales, je refuse de participer à ces activités.

TRAHIR

Vous avez coécrit une introduction au numéro sur l'université de la revue *À bâbord* dans lequel vous suggérez les « états généraux » comme action de « réappropriation » ou réaligement de l'université. Pourriez-vous élaborer ?

Nous réclamons en effet cela. Cependant, on n'est pas naïfs. On sait bien qu'il n'y a pas de solution magique à ce dilemme. La mutation de l'université est visible, elle est acceptée par certains et refusée par d'autres. Il y a plusieurs dimensions de cette mutation qui nous obligent à soulever des questions de fond. Qu'est-ce que la société attend de l'université ? L'université est en quelque sorte un parasite qui vit du public, alors quel est le sens de sa contribution ? Doit-elle être un appendice à des entreprises privées ? Un lieu de réflexion libre et désintéressée ? Il me semble que l'université pourrait être un petit machin, comme avant, et les écoles professionnelles pourraient être à part. Je ne sais pas, c'est une solution possible. Mais la question est trop complexe pour être évaluée ou décidée que par un petit groupe de gens, cette question interpelle tout le monde ! Voilà pourquoi les états généraux peuvent être utiles.

Comment pensez-vous que l'administration réagirait aux états généraux ?

C'est certain que l'administration ne réagira pas positivement. Elle est habituée de nous dire quoi faire. La vérité c'est que l'université n'a pas besoin d'administration ! L'université est devenue une entreprise administrée comme une autre, et est portée par cette idéologie. Le problème en ce moment est que l'administration se heurte aux normes transcendantes. Il y a donc un conflit grave qui se déploie devant nous que l'on ne peut plus laisser de côté.